

l'adresse requise fût minime ou énorme, la présence d'un humain, se servant de sa faculté de jugement, était indispensable au fonctionnement de la machine.

A noter qu'un programme de nouvelle formation qui préparera nos jeunes à remplir leur rôle dans un monde où la mécanisation est de plus en plus poussée et leur permettra, en leur donnant les aptitudes nécessaires, de s'intégrer dans une économie mécanisée, est une chose réalisable, mais que l'automatisation rend impossible. Il dit ensuite:

Ce que l'automatisation a de révolutionnaire, c'est qu'elle tend à écarter complètement l'ouvrier du maniement direct de la machine, par l'emploi de dispositifs de commande automatiques. Personne, que je sache, n'a encore parfaitement défini l'automatisation, mais je crois que John Diebold est venu près d'en exprimer l'essentiel quand il a dit que c'était «l'intégration de machines dans un système entièrement automatique et, en certains cas, autorégulateur».

En d'autres termes, l'automatisation est une technique par laquelle des batteries entières de machine, parfois même presque des usines et des bureaux complets, peuvent fonctionner en obéissant à des commandes automatiques réglées d'avance. La matière première est automatiquement amenée; la machine la transforme automatiquement; le produit est automatiquement enlevé, et souvent introduit automatiquement dans une autre machine qui, automatiquement, lui fait subir une nouvelle transformation. Dans certains cas, la machine se règle d'elle-même, c'est-à-dire qu'elle est réglée pour produire un article en deçà de certaines tolérances de dimensions ou d'autres qualités, et si ces tolérances sont dépassées, la machine elle-même constate l'écart et se rajuste automatiquement pour le corriger.

Si l'automatisation est poussée jusque-là, nos programmes de nouvelle formation auront beau être à point, ils ne feront pas beaucoup monter le nombre des employés dans une fabrique où tout est automatique: régulation, fonctionnement, approvisionnement en matière première, pesage, classement, sont faits par des machines automatiques. Tout cela nous amène à une question générale dont le ministre n'a pas dit grand chose, soit les prévisions des besoins de main-d'œuvre. Quand l'automatisation est poussée si loin qu'une industrie n'a plus besoin de travailleurs, que faire de ces hommes, et combien de temps faudra-t-il attendre avant de leur donner ce genre de formation?

Pour moi, c'est une responsabilité de l'État. Peu importe qu'il s'agisse d'une grande industrie, ce n'est pas elle qui peut décider à quel rythme l'automatisation va s'implanter au pays. La *General Motors* ou une autre industrie est peut-être en mesure de dire à quel rythme elle va réaliser l'automatisation dans tel domaine en particulier, mais aucune ne pourrait décider à quel rythme l'automatisation va se réaliser dans l'ensemble du pays.

Dans ma région, une certaine automatisation dans les mines et un haut degré de mécanisation ont déjà éliminé un grand nombre

d'emplois. On a encouragé les travailleurs en leur offrant maints stimulants pour aller s'installer à Blind-River, Elliot-Lake, Yellowknife, surtout des agglomérations liées à l'industrie de l'uranium. Pourtant on constate que, dans ce domaine, le gouvernement n'a fait aucune planification pour s'assurer que lorsque ces travailleurs auront quitté les mines d'or et les houillères, ils auraient de l'emploi pendant un certain temps dans l'industrie de l'uranium. Ces gens ont déménagé, ils ont été déplacés. Leur famille a dû les suivre vers une nouvelle collectivité. De fait, il a fallu créer les agglomérations où ils ont déménagé. Et pourtant, quelques années plus tard, on demande à nouveau à ces mêmes personnes de refaire exactement la même chose, soit de quitter une nouvelle agglomération pour une autre encore et de se réadapter aux nouveaux emplois.

Il est bien difficile d'évaluer le bouleversement que ces migrations créent pour le pays, les collectivités et les familles en cause. Il est difficile pour l'employé de s'astreindre à une formation lorsqu'il entre dans une industrie nouvelle qu'il ne connaît pas, mais c'est encore bien plus difficile pour la famille parce que les enfants doivent changer d'écoles et qu'il y a toutes les autres situations nouvelles auxquelles elle doit s'adapter. Il est bien difficile d'évaluer combien une telle réimplantation coûte à la nation.

Il faut féliciter le ministre du Travail d'avoir entrepris ces précieux programmes. Ils ne sont pas, je crois, très intégrés mais le ministre dispose de trois ou quatre mesures législatives qu'il pourra réunir lorsque les résultats du fonctionnement de ces programmes seront disponibles. J'espère qu'alors il nous présentera un code national du travail qui régira l'industrie, le salariat et le patronat et qui donnera un tableau beaucoup plus net des événements qui vont se dérouler dans un avenir prévisible.

On devrait étudier également une autre question. Il s'agit d'un problème qui se pose au Canada aujourd'hui et dont la solution nous échappe presque entièrement. Il existe dans le domaine de la mise en conserve une très grande industrie qui appartient en quasi-totalité à des Américains. Bien que les salaires dans cette industrie aient toujours été relativement peu élevés et que les emplois continus n'aient cessé d'y diminuer, l'industrie elle-même, par suite de changements récents, a déménagé en grande partie aux États-Unis.

Ceux qui contrôlent cette industrie n'ont manifesté aucun intérêt dans la mise en valeur du Canada et n'envisagent que les arrangements financiers que la société-mère aux États-Unis trouve profitables, centralisant